

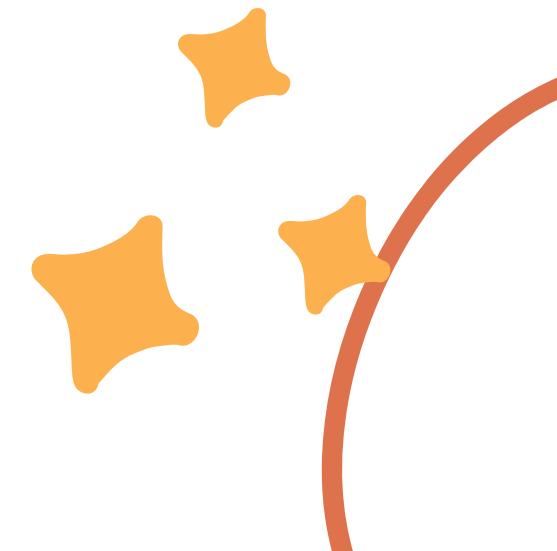
Cartographie & premiers éléments d'analyse autour des expériences locales inspirées de la Sécurité Sociale de l'Alimentation

Anna Faucher, Directrice et co-fondatrice, Association Let's Food
Laura Bondu, Consultante expérimentée, Vertigo Lab

Hub des Territoires, 18 novembre 2025



BANQUE des
TERRITOIRES



Let's Food



Association Loi 1901,
accompagne des territoires
en France et à l'étranger vers des
systèmes alimentaires durables et
résilients.

1. Accompagnement de territoires
2. Centre de ressources et publications
3. Formation et renforcement de compétences

Vertigo Lab



Bureau d'études et recherches
spécialisé en mesure d'impact socio-
économique et environnemental.
Vertigo Lab accompagne les décideurs
des territoires et des entreprises dans
leurs politiques et stratégies, du local à
l'international, pour activer l'innovation
responsable et répondre aux enjeux de
demain.

CONTEXTE

70
- 100

expérimentations
locales inspirées
de la SSA
depuis 2019

105

initiatives
de démocratie
alimentaire
recensées

dont 32
ayant répondu
au
questionnaire

→ 4 financeurs → COPIL/COMEX



6 mois d'étude 1 questionnaire
4 focus-groupes 7 entretiens

→ 2 prestataires



4 livrables



- Rapport, synthèse
- Guide suivi-éval
- Tableaux
- Cartographie interactive

SYNTHÈSE

Cartographie & premiers éléments d'analyse
autour des expériences locales inspirées
de la Sécurité Sociale de l'Alimentation



Septembre 2025



Contexte

Notre système alimentaire actuel est en crise : il nuit à l'environnement, fragilise les paysans, et rend l'alimentation de qualité inaccessible à beaucoup, malgré son apparence « faible » coût (Secours Catholique et al., 2024). En réalité, l'État dépense 67 milliards d'euros par an pour compenser les effets négatifs de ce système, notamment sur la santé et l'environnement.

Face à cela, des citoyens, chercheurs (Paturel, Ndiaye, Bricas, etc.) et associations ont lancé depuis 2020 l'idée d'une Sécurité sociale de l'Alimentation (SSA), inspirée de la Sécu de 1946 (ISF-Arista, 2019).

Ce modèle vise un accès universel à une alimentation saine, via une cotisation collective, une sélection démocratique des producteurs, et une gouvernance citoyenne (Collectif SSA, 2025). Des expérimentations concrètes inspirées de ces principes voient le jour partout en France, en ville comme en milieu rural. Elles reconnectent alimentation et démocratie, en redonnant du pouvoir d'agir aux citoyens. En février 2025, une proposition de loi a été déposée pour tester ce modèle sur 20 territoires (Assemblée nationale, 2024), elle n'a - à ce jour - pas abouti. Cette démarche cherche à sortir de la logique caritative, pour garantir un **droit effectif à bien manger pour toutes et tous**.

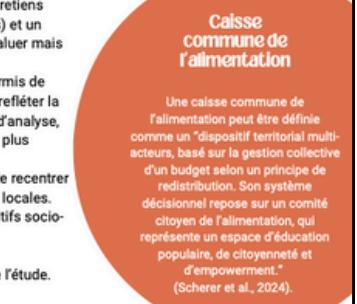
Objectifs de l'étude

Portée par une vision ambitieuse d'un droit universel à une alimentation de qualité, la Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) inspire depuis 2019 près d'une centaine d'expérimentations locales en France.

Pour accompagner cette dynamique, quatre financeurs majeurs – l'ADEME, la Banque des Territoires, la Fondation Daniel et Nina Carasso et la Fondation de France – ont confié à Let's Food et Vertigo Lab une étude nationale. Celle-ci vise à cartographier les initiatives existantes, analyser leurs dispositifs socio-économiques et recenser les approches suivi et d'évaluation mises en place. Au-delà de recenser les pratiques, faciliter l'inspiration et la mutualisation, l'objectif est aussi d'éclairer comment ces expérimentations locales s'inscrivent dans les trois piliers fondateurs de la SSA et nourrissent le débat national.



Dispositif socio-économique
Le dispositif socio-économique désigne la manière dont une initiative organise ses ressources humaines, financières et matérielles pour fonctionner. Il combine les sources de financement, la répartition des charges et l'implication des acteurs, en s'adaptant aux spécificités de chaque territoire et aux objectifs du projet.
(Définition construite par Let's Food et Vertigo Lab à partir de : Associations.gouv.fr, 2024 ; Le Mouvement associatif, 2022)



Caisse commune de l'alimentation
Une caisse commune de l'alimentation peut être définie comme un "dispositif territorial multi-acteurs, basé sur la gestion collective d'un budget selon un principe de redistribution. Son système décisionnel repose sur un comité citoyen de l'alimentation, qui représente un espace d'éducation populaire, de citoyenneté et d'empowerment."
(Scherer et al., 2024).

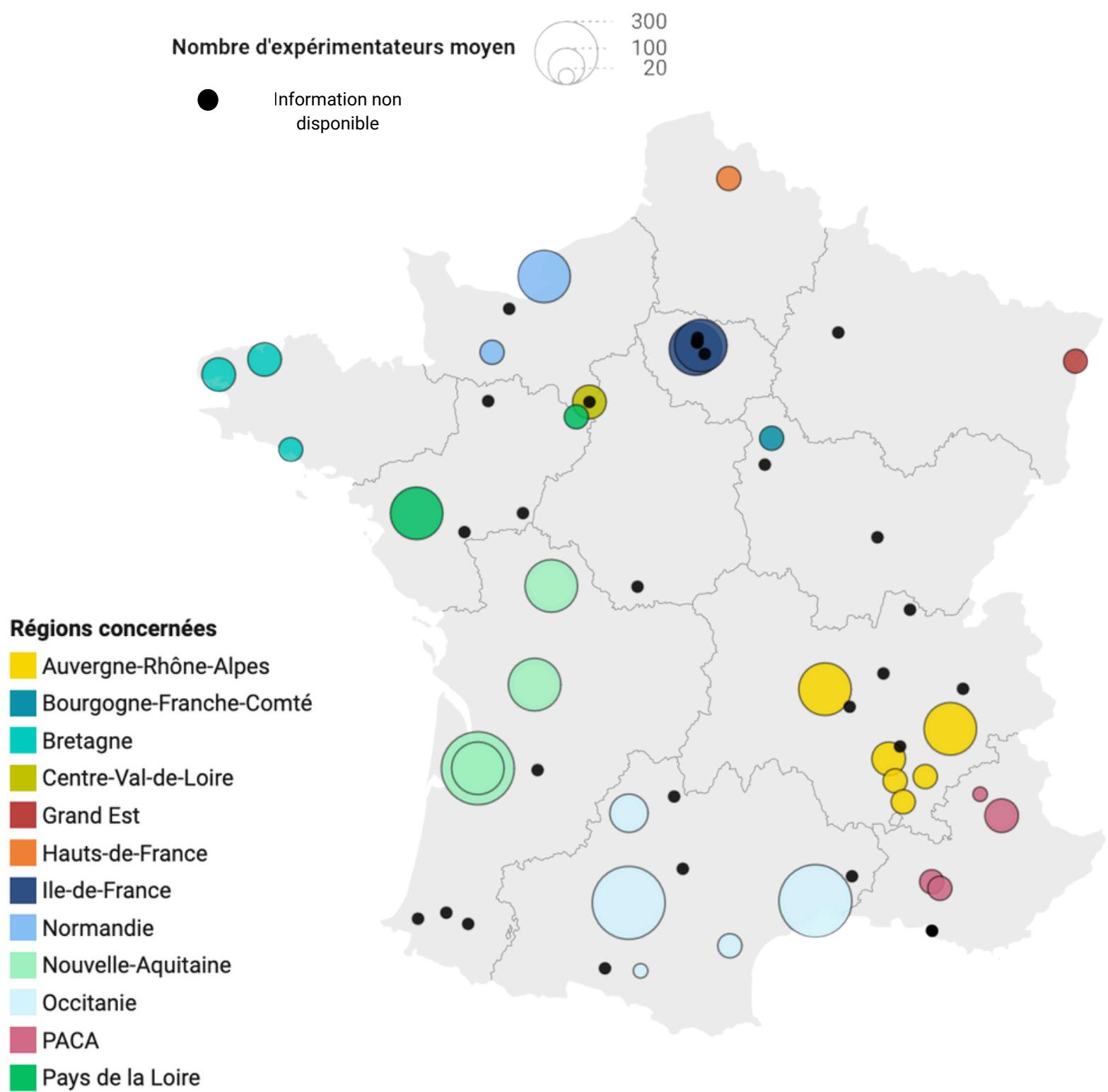
Méthodologie

Cette étude, conduite entre mars et août 2025, s'est appuyée sur une démarche exploratoire combinant analyse documentaire, co-construction d'outils, enquête par questionnaire, focus groupes et entretiens individuels. Une proposition méthodologique a été validée par un comité de pilotage (financeurs) et un comité d'experts (chercheurs), avec une note d'intention rappelant que l'objectif n'était pas d'évaluer mais de mieux comprendre les expérimentations.

- Un questionnaire quantitatif, co-construit avec divers acteurs et ouvert sur 3 semaines, a permis de recueillir des données homogènes sur 105 initiatives, malgré des critiques sur ses limites à refléter la complexité des projets. Parmi elles, 32 caisses alimentaires ont été retenues comme cœur d'analyse, malgré la diversité des formes de démocratie alimentaire identifiées, car elles incarnent le plus clairement les principes de la SSA. Les réponses ont révélé des niveaux d'avancement très hétérogènes, limitant les possibilités d'analyse quantitative. Ce constat a renforcé le choix de recentrer l'étude sur une approche qualitative, plus adaptée pour saisir la complexité des dynamiques locales.
- Quatre focus groupes ont approfondi les dynamiques de démocratie alimentaire, les dispositifs socio-économiques et le suivi-évaluation.
- 7 entretiens ont complété l'analyse avec un éclairage local et contextuel.
- Un plan d'analyse structuré a ensuite permis de traiter les résultats selon les grands axes de l'étude. Cette étude constitue un point de départ pour des travaux plus approfondis, nécessaires pour accompagner le développement de ces initiatives dans le temps.



**Répartition géographique des caisses alimentaires recensées
(ayant répondu ou non au questionnaire) et nombre
d'expérimentateurs moyen (n = 60)**



Les régions

- AURA
 - Nouvelle-Aquitaine
 - Occitanie
- concentrent le plus
d'expérimentations**

**Des expérimentations de
caisses qui se multiplient
sur l'ensemble du
territoire, aussi bien urbain
que rural**

**La majorité des
caisses
ont démarré
entre le 2e
semestre 2024
et le 2e
semestre 2025**

3

**caisses
ont plus de 300
expérimentateurs**





Volonté forte de sortir d'une approche ciblée ou stigmatisante de l'aide alimentaire

pour construire des dispositifs intégrateurs, non conditionnels et structurants à l'échelle du territoire

- **21 caisses** sur les 30 ayant répondu à cette question ont déclaré viser une **portée universelle** ;
- **5** s'adressent prioritairement à des **publics en situation de précarité** ;
- **1** cible spécifiquement les publics **étudiants**.



Les régions

- AURA
 - Nouvelle-Aquitaine
 - Occitanie
- concentrent le plus d'expérimentations

Des expérimentations de caisses qui se multiplient sur l'ensemble du territoire, aussi bien urbain que rural

La majorité des caisses ont démarré entre le 2e semestre 2024 et le 2e semestre 2025

3

caisses ont plus de 300 expérimentateurs



Idée à retenir 1/4

Un foisonnement d'expérimentations « inspirées de la Sécurité sociale de l'alimentation » depuis 2021, qui appelle à renforcer la capitalisation et la mutualisation

- multiplication des initiatives depuis 2024
- 105 initiatives de démocratie alimentaire recensées, dont 60 caisses
- évolution rapide
- de nombreuses petites expérimentations restent aujourd'hui peu visibles, manquent de ressources ou de relais institutionnels (démarrage récent)



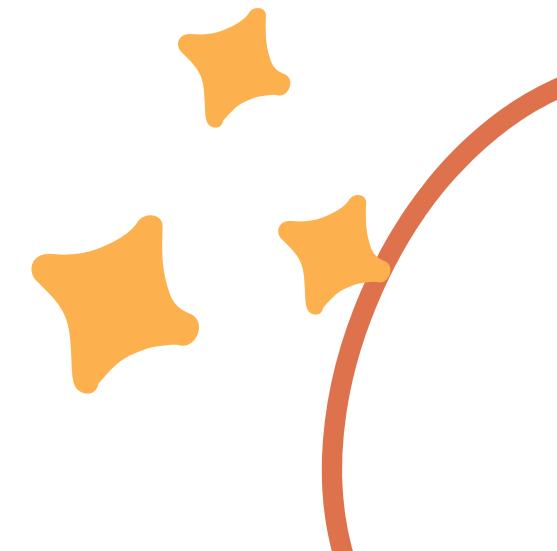
poursuivre la mise à jour
de la cartographie



faciliter/ financer la mise en réseau, la mutualisation, la
capitalisation



optimiser les apprentissages et encourager l'essor sans figer une
seule définition de la caisse





OBJECTIFS

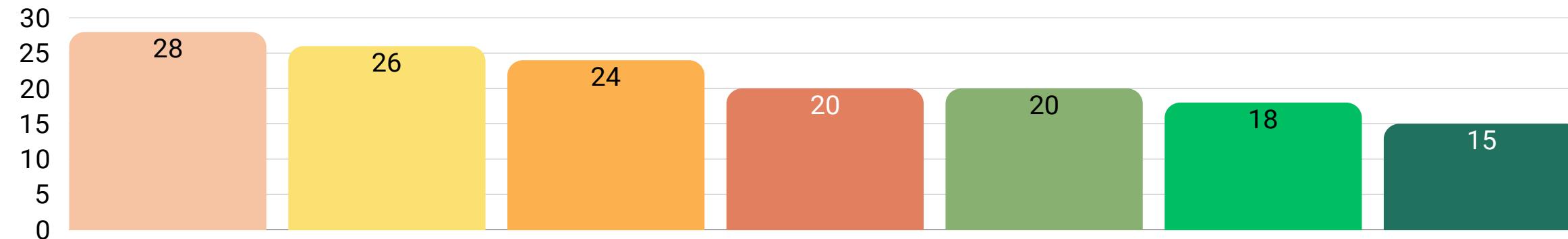


Des expérimentations qui affichent des objectifs ambitieux qui s'inscrivent dans le temps long

- accès à l'alimentation durable pour toutes et tous (cités par 28 caisses)
- renforcer le pouvoir d'agir des citoyen.es (cités par 26 caisses)

**Objectifs poursuivis par les caisses alimentaires locales interrogées
(question à choix multiples – fréquence des objectifs mentionnés par les 32 initiatives répondantes)**

- D'accès à l'alimentation durable* pour toutes et tous
- De formation, sensibilisation, accompagnement et capacitation** des citoyens vers des pratiques alimentaires durables
- De gouvernance partagée
- D'installation ou maintien de producteurs locaux en agriculture durable, rémunérés équitablement
- De soutien et sensibilisation des points de vente ciblés
- De lutte contre la précarité alimentaire (publics précaires en tant que cibles spécifiques du dispositif)
- De plaidoyer



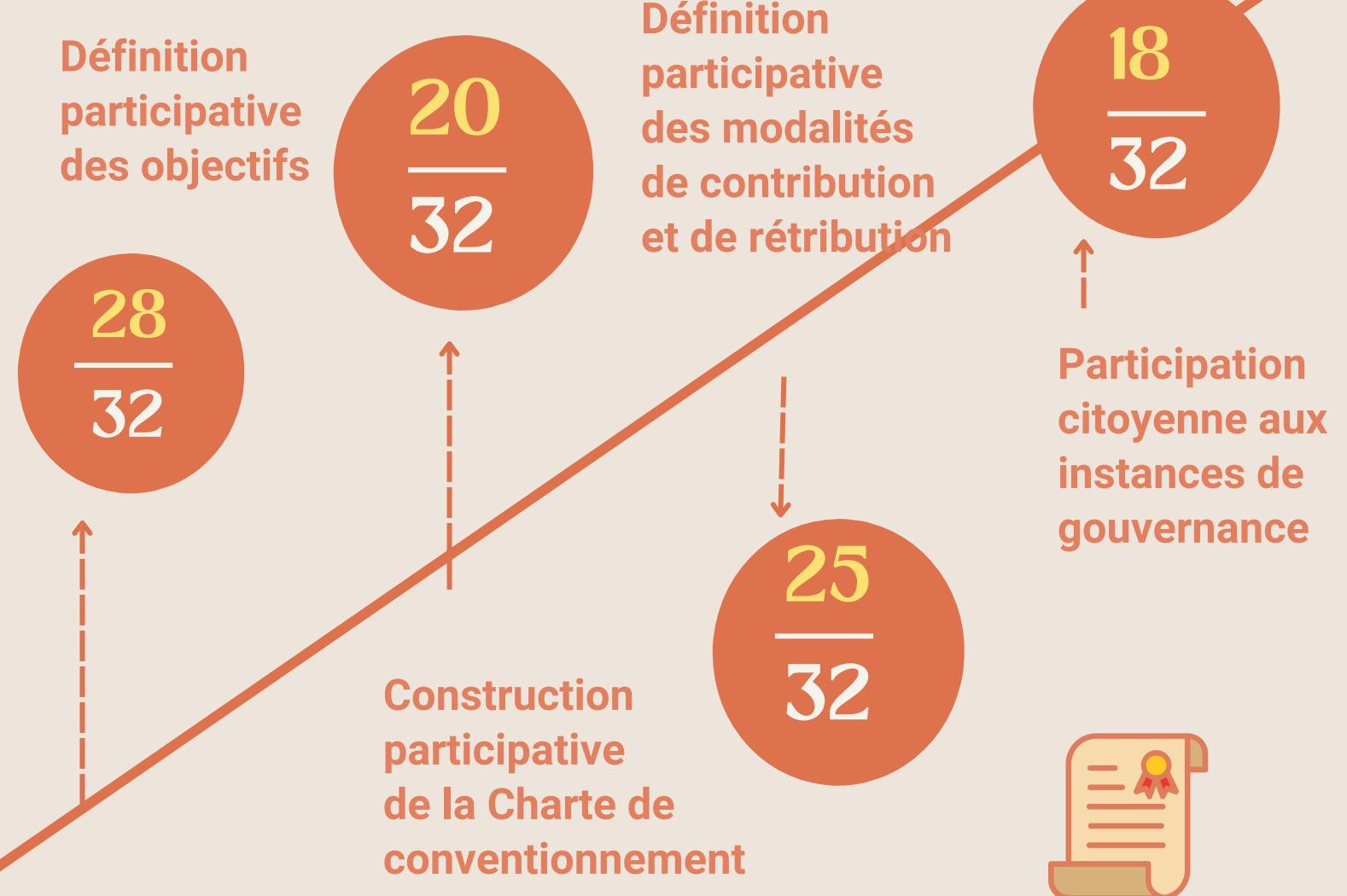


OBJECTIFS



Des expérimentations qui affichent des objectifs ambitieux qui s'inscrivent dans le temps long

La démocratie alimentaire au cœur des projets, de leurs finalité et moyens



- accès à l'alimentation durable pour toutes et tous (cités par 28 caisses)
- renforcer le pouvoir d'agir des citoyen.es (cités par 26 caisses)

→ On s'interroge ensemble :
La typologie du territoire impacte-t-elle
la mobilisation citoyenne ?

- La corrélation entre type de territoire et capacité à mobiliser les citoyens est nuancée.

→ Comment pérenniser la mobilisation citoyenne ?

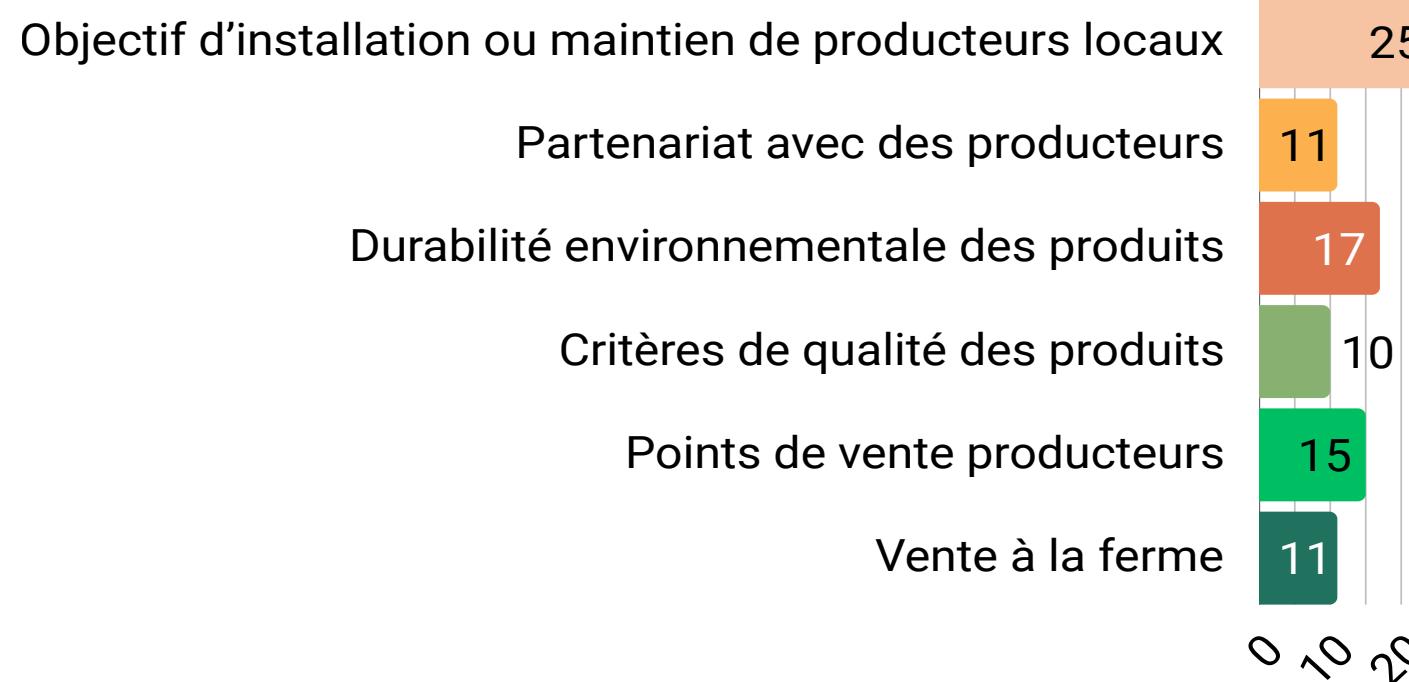
- L'articulation de différentes dimensions : structurelle (viabilité financière), institutionnelle (reconnaissance du rôle du comité), démocratique (légitimité et renouvellement), relationnelle (engagement sur la durée). "(source : Mémoire IPAD de Laure Philippoteau)





Le système de conventionnement est vu comme un moyen efficace de soutenir la transition agroécologique

Leviers de la transition alimentaire activés par les initiatives
(questions fermées à choix multiples - 32 répondants)



Des initiatives à l'impact encore incertain sur la transition agroécologique à l'échelle des territoires

- sur les changements de pratiques agricoles
- sur la structuration de filières biologiques et locales
- sur les changements de pratiques alimentaires

17/32

expérimentations ont comme critère de sélection des produits ou commerces la durabilité environnementale des produits proposés (AB, écolabel pêche durable ou équivalent)

15/21 & 11/21

expérimentations ont établi un conventionnement respectivement avec des points de vente producteurs et de la vente à ferme (21/32 caisses ont démarré le conventionnement)



la dimension santé est la moins évaluée par les initiatives

9/32

PARTENAIRES

Les principaux partenaires orientent les objectifs des caisses

19/32

associations d'éducation populaire

11/32

associations d'aide alimentaire

11/32

collectivités territoriales

8/32

établissements d'enseignement supérieur et de recherche

7/32

structures de monnaie locale

4/32

groupements de producteurs

Les caisses consolident les écosystèmes d'acteurs à l'échelle territoriale

Une gouvernance collective associant acteurs publics, agricoles, sociaux et économiques facilite l'implantation et le développement des caisses.

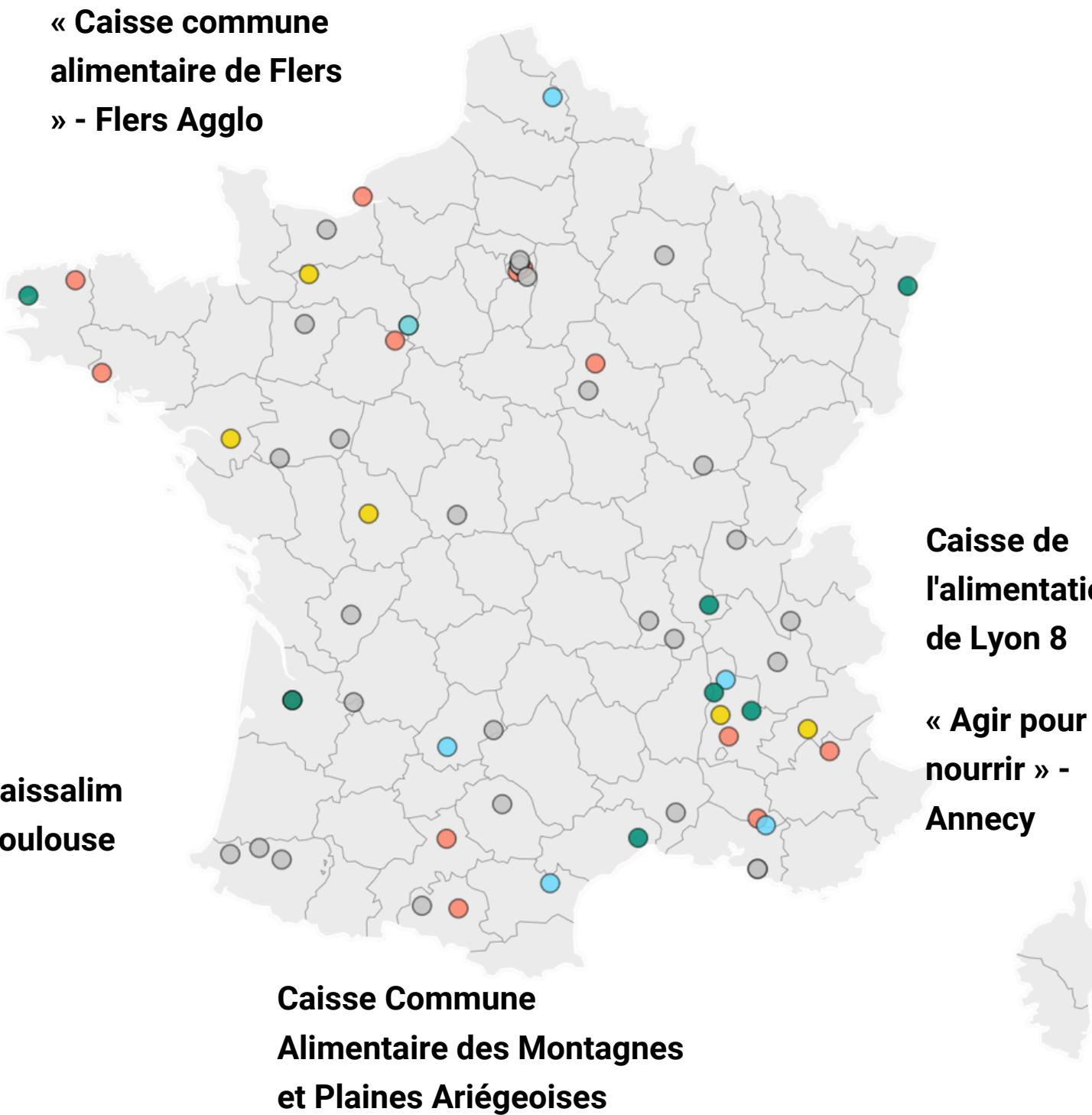
Le portage collectif, un levier structurant



- Mutualiser les ressources et les savoirs
- Recomposer les priorités d'action
- Clarifier la gouvernance pour fonctionner efficacement
- Prévenir les tensions par une répartition claire des rôles

Implication du projet alimentaire territorial (PAT) de la collectivité dans l'expérimentation de type caisse alimentaire

- [Teal square] Le PAT est intégré à la gouvernance et finance l'expérimentation
- [Yellow square] Le PAT est intégré à la gouvernance de l'expérimentation
- [Light blue square] Le PAT finance l'expérimentation
- [Red square] Pas de PAT ou aucun échange ou échanges limités
- [Grey square] Pas d'informations



La place des collectivités se renforce

★ 10/32

caisses ont intégré un Projet Alimentaire Territorial dans leur gouvernance

★ 9/32

caisses sont financées en partie par un Projet Alimentaire Territorial

★ 4/32

caisses sont portées directement par des collectivités territoriales

Institutionnalisation vs politisation ?

Participation à un projet national // Réponse aux enjeux locaux

14/32

caisses membres du collectif national SSA



Auto gestion // outil de politique publique > temporalités différentes



Idée à retenir 2/4

Des objectifs de caisses alimentaires en co-construction, diversifiés selon les contextes, à clarifier en cohérence avec les ressources disponibles et les attentes des financeurs

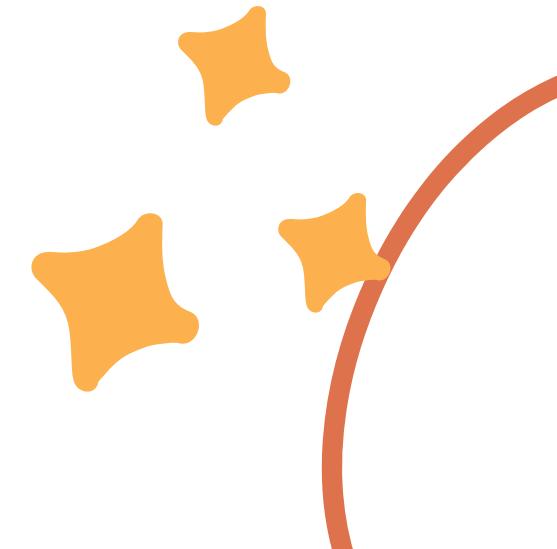
- grande diversité d'objectifs, co-construits selon les particularités territoriales, les partenaires engagés, les profils des bénéficiaires et les temporalités envisagées
- Si la Sécurité sociale de l'alimentation nationale constitue pour certains un horizon politique fort, toutes les caisses ne sont pas pour autant intégrées au sein du Collectif SSA national ni inscrites dans une dynamique politique similaire
- échelle locale et initiatives récentes : peu de visibilité sur les impacts à moyen, long terme et à grande échelle



Clarifier les objectifs à moyen et long terme, des indicateurs de suivi adaptés et une réflexion partagée sur les impacts attendus au niveau systémique



Encourager les complémentarités entre dispositifs publics (caisses et PAT, CCAS, etc.)





Le temps long de la démocratie alimentaire

23

mois en moyenne entre
le début de la réflexion et les
premiers transferts financiers

Des expérimentations dont les
calendriers sont courts
et chargés et les moyens insuffisants

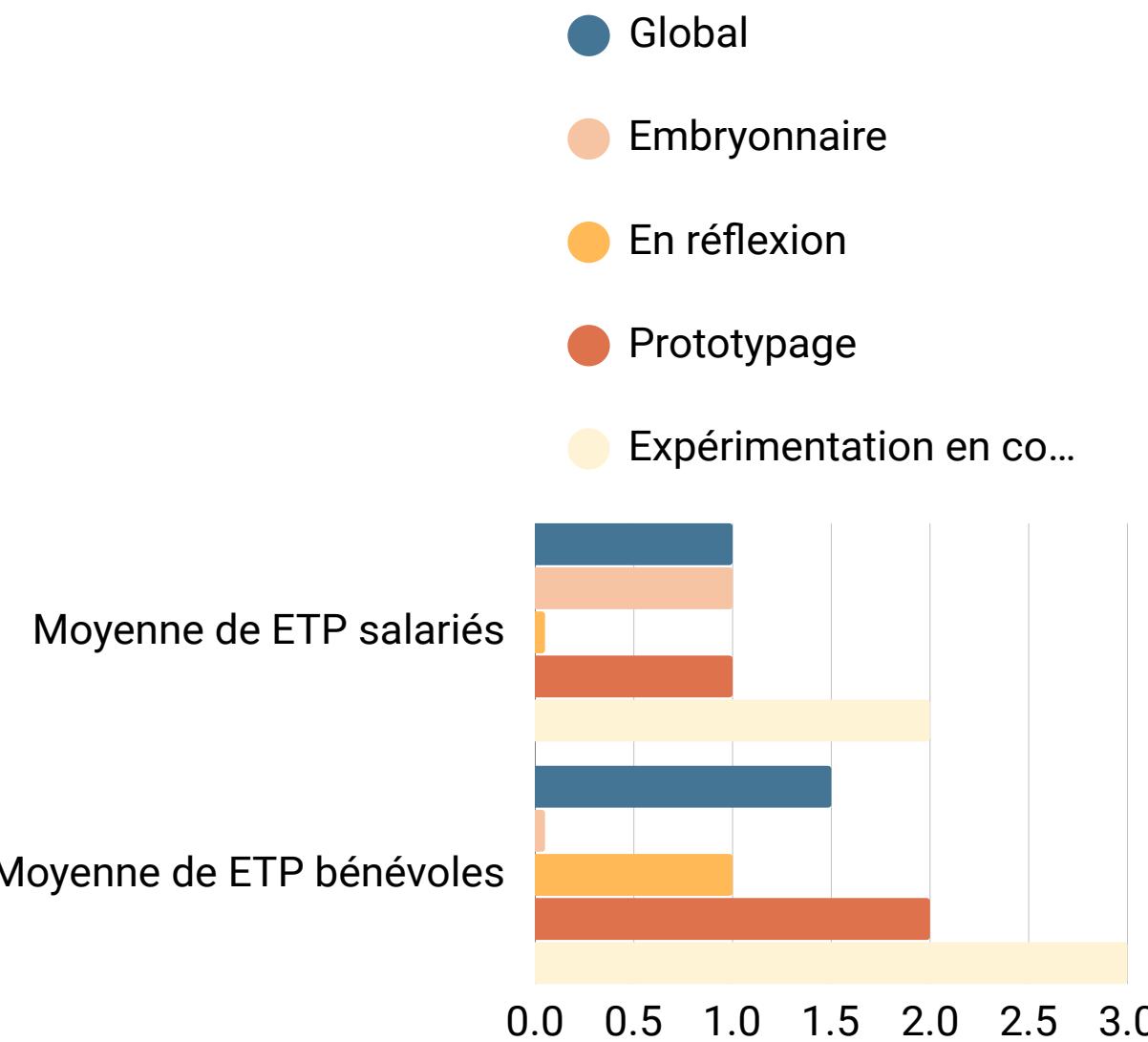


- Budget annuel moyen de 299 110 €
- Budget annuel médian de 129 500 €

Le développement
de la caisse et l'élargissement
du nombre d'expérimentateurs
renforce les besoins d'animation
et les besoins financiers

Nombre d'équivalent temps plein (ETP) moyen par niveau d'avancement (questions ouvertes - 32 répondants)

Aide à la lecture : En moyenne, les expérimentations reposent sur 1 ETP salarié pour 1.5 ETP bénévole



L'ingénierie plus difficile à faire financer

Activités les plus chronophages :

- animation des instances de gouvernance
- recherche de financement

65%



des équivalents temps plein (ETP) mobilisés sont assurés par des bénévoles.

Les moyens humains et financiers nécessaires sont importants, les expérimentations sont dépendantes de financements externes.

63%

du budget provient de financements externes (35 % publics, 28 % privés) (17/32 caisses)

37%

de l'autofinancement, principalement via les contributions volontaires

>> le niveau d'autofinancement ne progresse pas avec le nombre d'expérimentateurs ni avec l'avancement du projet

>> Les caisses implantées dans des contextes plus militants ou plus aisés sembleraient disposer d'un vivier de contributeurs plus enclins à verser davantage.



On s'interroge ensemble : La typologie du territoire impacte les capacités de financement?

- Des ressources plus limitées en milieu rural, malgré quelques opportunités spécifiques
- Des territoires précaires confrontés à un déséquilibre structurel des caisses



L'équilibre financier, un objectif secondaire?

- L'expérimentation vise d'abord à tester un fonctionnement démocratique d'application locale du droit à l'alimentation >> les résultats quantitatifs sont relégués au second plan au profit des apprentissages qualitatifs : modalités d'organisation, gouvernance, mobilisation citoyenne, articulation avec les acteurs publics.



Vers une réflexion élargie sur les effets économiques et les sources de financement

- Plusieurs porteurs soulignent la nécessité de mieux prendre en compte les effets indirects, notamment en matière de santé (réductions des coûts)
- des pistes de diversification des financements se dessinent :
 - À Brest, le Collectif « À Table! » collecte une partie de la plus-value générée par les commerces partenaires de la caisse
 - À Montpellier, dans le cadre du projet Terrasol, une caisse commune d'investissement abondée par les points de vente
 - rôle des entreprises,
 - défiscalisation des surcotisations citoyennes,
 - modélisation de systèmes de cotisation permettant à des salariés de rejoindre la caisse via des cotisations salariales et patronales, etc.

Les financeurs locaux sont les plus sollicités

- petites sommes > 30 K par projet
- Fondations sont les plus gros financeurs puis les financements publics nationaux



Idée à retenir 3/4

Des expérimentations qui assument leur dépendance aux financements extérieurs tout en explorant des systèmes hybrides : la nécessité de sécuriser les ressources humaines et l'ingénierie dans la durée

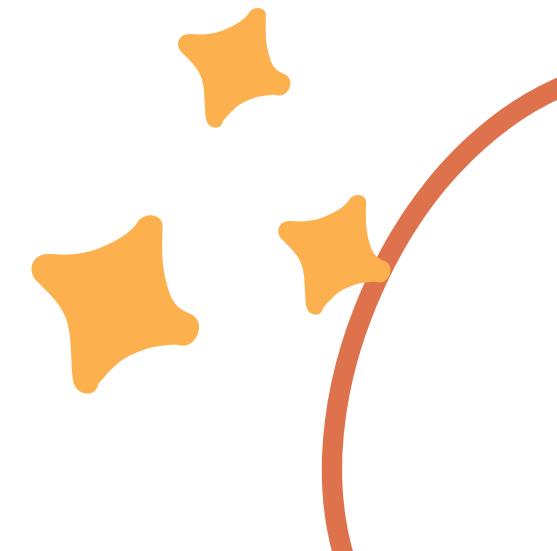
- La mise en œuvre des caisses alimentaires et initiatives associées requiert un investissement humain conséquent, notamment pour la mobilisation et l'accompagnement des habitants, la gouvernance participative, et la coordination multi-acteurs
- Aujourd'hui ce temps repose principalement sur le bénévolat car les postes sont difficiles à financer tout comme les cotisations



Accompagner et financer les caisses dans le temps



Financer des études et expérimentations autour de modèles économiques hybrides



SUIVI-ÉVALUATION

Une appétence partagée pour le suivi-évaluation

Sur les 29 caisses ayant fourni des renseignements quant à leur dispositif de suivi-évaluation :

25 ont mis en place un système de suivi

23 un système d'évaluation

- Souvent impensé pendant la phase de réflexion et de prototypage
- Priorité donnée à l'action par et pour les citoyens

Des dispositifs de S&E très hétérogènes

- Cohérence entre objectifs de l'initiative et piliers de la SSA
- Ecart entre objectifs annoncés et dimensions intégrées dans le S&E



Soutien académique

15

ont des liens avec la recherche

- Partenariat formel
- Participation au Comité scientifique de l'expé



- Des outils nombreux mais qui visent parfois à évaluer la mise en œuvre des expérimentations plutôt que leurs impacts

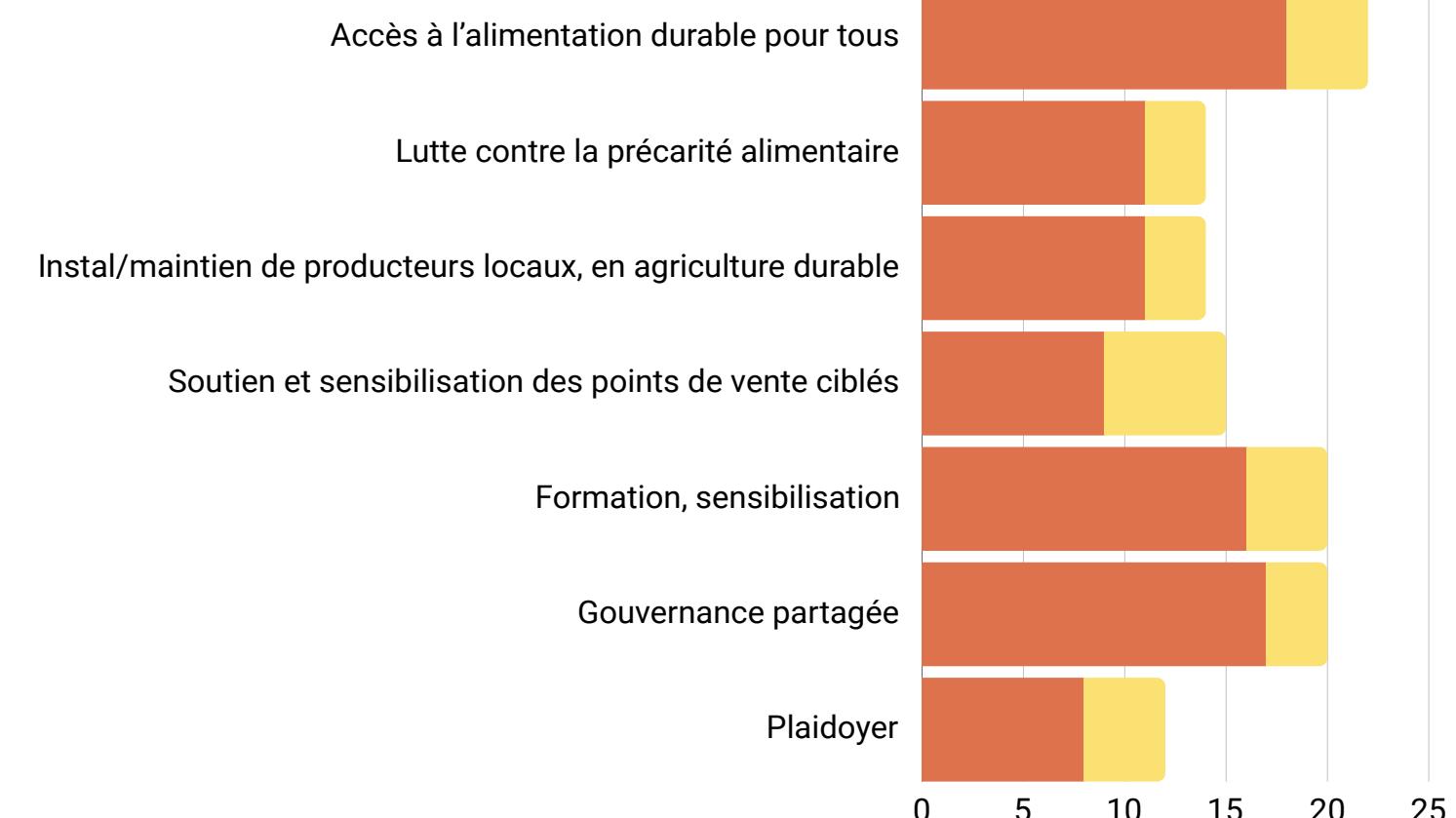


Appétence partagée

- Adopter une pratique de **réflexivité**, permettant les critiques et l'amélioration continue
- Affiner la **compréhension du fonctionnement** des initiatives, poser un diagnostic
- Démontrer la **réussite** des initiatives, appuyer un **plaidoyer**

Comparaison entre objectifs définis et dimensions du S&E

- Obj. fixés et analysés
- Obj. fixés mais non analysés





Appuis externes variables

- Chercheurs **directement impliqués** dans la définition du protocole et la réalisation du S&E
- **Cabinets externes** d'évaluation
- **Inspiration** de travaux et méthodologies d'autres caisses



Obstacles à surmonter

- **Ressources humaines** limitées
- Besoin de **financements dédiés et pérennes** : **temps long de l'impact**
- Nécessaire **montée en compétences** sur les méthodologies d'évaluation
- Articulation difficile des temps **politiques** et **opérationnels**



La capitalisation des résultats pour un apprentissage en commun

- Dynamique d'**expérimentation collective**
- Apprentissage par les pairs
- Développement d'**outils communs** qui renforcent l'**interopérabilité** des caisses :
 - **Monnaies locales**
 - **Solutions logicielles**

Des moyens et approches variables pour le S&E

15/32

disposent d'un budget dédié

La recherche-action, une approche plébiscitée





Idée à retenir 4/4

Des dispositifs de suivi-évaluation très hétérogènes et en cours de construction, qui appellent à une mutualisation et une clarification des objectifs réalistes

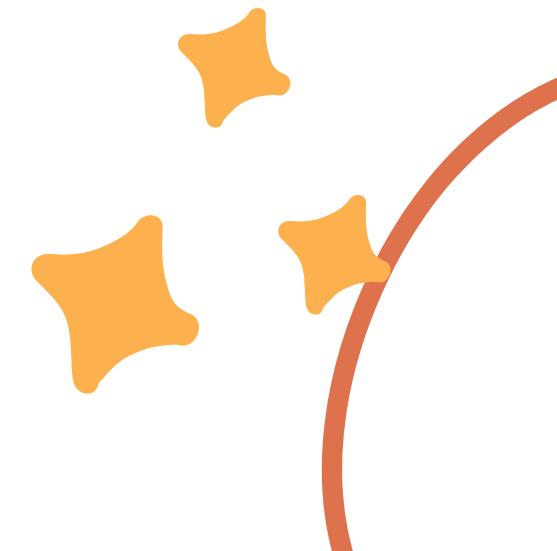
- Leviers essentiels pour mesurer les avancées, ajuster les stratégies et démontrer l'impact des actions
- Moyens et ressources variables : pratiques parfois peu systématiques ou insuffisamment rigoureuses
- Projets de capitalisation en cours



Définir des objectifs de suivi-évaluation proportionnés aux ressources disponibles



Structurer pour mieux accompagner la montée en maturité des initiatives, améliorer la qualité des données recueillies et fournir aux financeurs des informations fiables pour piloter leurs soutiens et orienter les stratégies à moyen et long terme.





Un guide pour vous appuyer et renforcer l'apprentissage collectif

- Mettre en lumière des **bonnes pratiques**
- Partager des outils **mobilisables ou adaptables**
- Encourager la **capitalisation collective**
- Soutenir la **dynamique d'expérimentation** et accompagner la construction d'un **suivi-évaluation** au service de leurs **finalités sociales, politiques et alimentaires**



Le guide est accessible en ligne : <https://www.banquedesterritoires.fr/sites/default/files/2025-11/MTHODE~1.PDF>

Sommaire

1. Introduction

2. Rappel sur le suivi-évaluation et appétence des initiatives pour le suivi-évaluation

3. Les spécificités des expériences locales inspirées de la SSA qui façonnent leur système de suivi-évaluation

- Des expérimentations avec des ambitions plurielles et diverses
- La démocratie alimentaire : un principe structurant, un objectif à évaluer et une manière de procéder

4. Boîtes à outils thématiques et bonnes pratiques

- Des ressources à dédier au suivi-évaluation
- Implication des expérimentateurs dans le dispositif de suivi-évaluation
- Des indicateurs à choisir selon les besoins de l'expérimentation
- Des outils de collecte de données à la hauteur des ambitions démocratiques... et des réalités du terrain

5. Ressources

- Recueil de méthodologies et de bonnes pratiques des expérimentations
- Exemples de capitalisation des expérimentations
- Ressources méthodologiques de suivi-évaluation
- Liste des initiatives consultées



Merci pour votre écoute !



vertigo
lab
Décrypter
Révéler
Basculer



BANQUE des
TERRITOIRES



CaRaSo
Daniel & Nina
Fondation sous l'égide de la Fondation de France